

MYTHE

ON PEUT RÉDUIRE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE VERS L'EUROPE GRÂCE À L'AIDE ET À LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT



Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

Pour répondre à cette question, référons-nous aux principes fondamentaux de l'UE. **Le premier objectif de l'aide au développement est de réduire et, à long terme, d'éradiquer la pauvreté**, tel qu'inscrit à l'article 208 du Traité de Lisbonne. Le but de l'aide n'est donc pas de "prévenir les migrations". En revanche, elle a vocation à contribuer de façon substantielle à améliorer les moyens de subsistance et l'accès à l'éducation, à renforcer l'égalité sociale et la croissance économique. En tant que telle, l'aide au développement contribue à faire de la migration un choix plutôt qu'une nécessité, dans une perspective de long terme.

Faire de la réduction des migrations "irrégulières" le principal objectif de l'aide au développement reviendrait, finalement, à cibler les pays qui en sont destinataires non en fonction de leurs besoins mais en fonction du nombre de migrant[e]s dit[e]s "irrégulier[e]s" qu'ils émettent ou de leur potentiel supposé à juguler les migrations vers l'Europe. Certains pays tels qu'Haïti, le Cambodge ou la Centrafrique, peu présents dans les statistiques de Frontex sur l'immigration irrégulière, se trouveraient ainsi hors cible alors qu'ils comptent au nombre des pays les moins avancés.

Qu'en pensez-vous ?

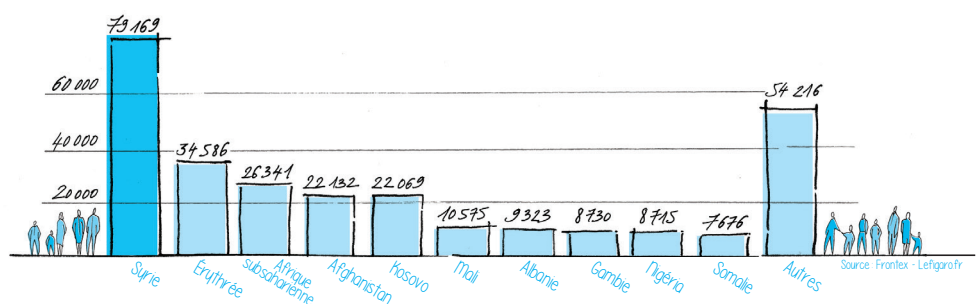
[...] "Nous devons maintenant prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les jeunes africains d'embarquer dans des bateaux en Libye"

[Liliane Ploumen ■ Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au développement ■ Pays-Bas]

On entend souvent...

En pleine "crise des réfugié[e]s" dans le pourtour méditerranéen, l'aide au développement et la coopération sont d'importants instruments pour prévenir et réduire les migrations irrégulières vers l'Europe, avec l'idée que l'Union Européenne devrait intensifier sa recherche de "solutions structurelles en Afrique qui s'attaqueraient aux causes profondes de la migration".

Nombre de migrant[e]s entré[e]s en Europe en 2014 par nationalité



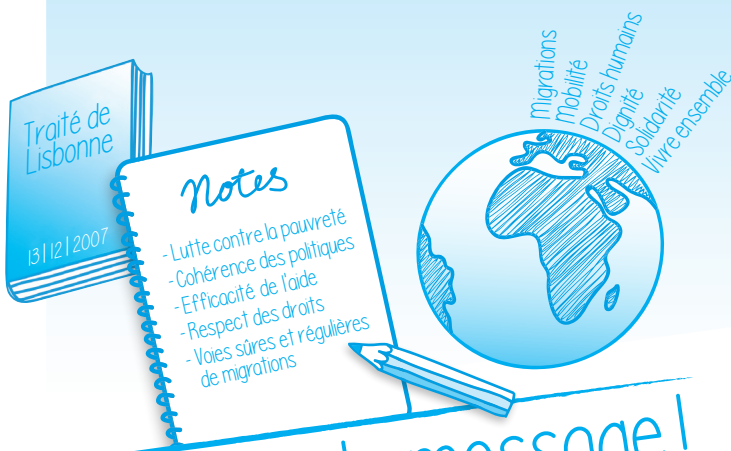
Indépendamment de l'idée sur laquelle elle est basée, cette stratégie est d'autant plus absurde que plusieurs recherches ont montré que le développement stimule les migrations à court terme [cf. mythe 1] : Ce ne sont pas les plus pauvres qui migrent le plus ; tout simplement parce que, même s'ils/elles le voulaient, ils/elles n'en auraient pas les moyens [cf. mythes 1 et 3].

L'instrumentalisation de l'aide à des fins de gestion des flux migratoires n'est justifiée ni par les principes de l'UE, ni par son "efficacité". Malgré tout, les responsables européen[ne]s continuent d'avancer cette stratégie qui relève, en fait, bien plus de l'effet d'annonce à visée électorale.

Ce que l'aide au développement devrait apporter...

Bakary et Moussa sont tous deux mauritaniens et vivent en France depuis respectivement 42 ans et 10 ans. L'un à la retraite, l'autre toujours actif, ils sont engagés dans le milieu associatif et mènent des actions de solidarité aussi bien en France qu'en direction de la Mauritanie. Ils s'interrogent : "L'aide au développement est-elle utilisée à bon escient ? Permet-elle de créer des emplois, d'offrir des débouchés ? "On" [les décideurs] veut retenir les jeunes mais avec quoi ? Il y a beaucoup de gens qui, s'ils avaient le choix, ne viendraient pas en Europe. Beaucoup rentrent quand ils en ont les moyens. Ce qu'il faut, c'est régler les problèmes qui obligent les gens à partir ; lutter contre la pauvreté ; créer des opportunités ; améliorer les conditions de vie des gens. Ce n'est pas Frontex qui apportera des réponses à cela. De plus, est-ce que l'aide arrive vraiment à ceux qui en ont le plus besoin ?

On devrait plutôt se concentrer sur l'efficacité de l'aide que de vouloir l'utiliser pour empêcher les gens de bouger comme ils l'ont toujours fait !"



Passez le message !

- Le premier objectif de l'aide est de réduire la pauvreté.
- Considérer la migration comme une opportunité et non une menace
- Faire de la migration un choix et non une nécessité

Une instrumentalisation de l'aide pour empêcher les migrations ?



■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD • Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

Notre vision

- La migration fait partie de l'Histoire humaine depuis toujours. Toute personne a le droit de quitter son pays. Ce droit doit être respecté où que l'on se trouve, pays d'origine, d'accueil ou de destination. **La migration devrait, avant tout, être considérée comme une opportunité et non comme une menace.**
- Les politiques devraient soutenir les droits des migrant[e]s, la dignité, le bien-être et l'accueil des personnes en ayant besoin.
- La coopération au développement n'est pas une réponse à ce que l'on appelle la migration "irrégulière". Celle-ci ne peut trouver une réponse que dans l'ouverture de voies sûres et régulières de migration pour ceux/celles qui sont forcé[e]s ou souhaitent migrer.
- L'aide au développement ne doit, en aucun cas, être utilisée comme une monnaie d'échange pour empêcher la migration. Elle doit être fondée sur les besoins, viser à éradiquer la pauvreté, comme stipulé dans le Traité de Lisbonne.
- Une plus grande cohérence des politiques doit être recherchée, notamment pour les politiques liées au commerce, à la pêche, à l'agriculture, à la consommation et à la fiscalité. L'impact de ces politiques sur les moyens de subsistance des personnes, sur les dynamiques migratoires ainsi que sur l'aide au développement doit être pris en compte.
- **L'aide au développement doit être mise au service de stratégies de long terme et non être détournée pour soutenir des interventions d'urgence de court terme.**